

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.591
16 mai 1991

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT QUATRE-VINGT-ONZIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 16 mai 1991, à 11 heures.

Président : M. Sergueï Batsanov (Union des Républiques
socialistes soviétiques)

GE.91-60845/8901H

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue à l'ouverture de la deuxième partie de la session après la pause que nous avons observée, et de déclarer ouverte la 591ème séance plénière de la Conférence. Au nom de cette dernière, je voudrais accueillir chaleureusement deux hôtes de marque qui prendront aujourd'hui la parole. Le premier orateur sera le Ministre d'Etat fédéral aux affaires étrangères de l'Allemagne, S. E. M. Helmut Schäfer. C'est la première fois que la Conférence reçoit la visite d'un aussi haut représentant de l'Allemagne après les événements importants qui se sont produits l'an passé en Europe et qui sont propices à une amélioration sensible du climat politique et des conditions de sécurité. Etant donné le rôle important que joue la République fédérale d'Allemagne dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale, je suis convaincu que la visite du Ministre vient à son heure et que la déclaration qu'il va prononcer sera écoutée par nous tous avec un intérêt particulier et constituera un apport substantiel à nos travaux. Nous entendrons également le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, l'Ambassadeur Aarno Karhilo, qui est connu des membres de la Conférence. Il suit très attentivement le cours de nos travaux et est déjà venu ici à plusieurs reprises pour nous présenter les vues et les initiatives concrètes de son gouvernement sur les questions essentielles du désarmement. L'apport de la Finlande à nos travaux, en particulier dans le domaine de l'interdiction des armes chimiques, est extrêmement précieux et nous attendons avec impatience son allocution d'aujourd'hui.

Nous regrettons tous, j'en suis convaincu, le départ de deux de nos collègues, qui nous ont quittés pour occuper d'importantes fonctions que leur gouvernement leur a confiées. Il s'agit du représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Wisber Loeis, et du représentant du Myanmar, l'Ambassadeur U Aung Thant. Ils ont accompli leur tâche à la Conférence avec une compétence professionnelle et ont fait preuve des hautes qualités que nous leur connaissons. Je voudrais par la même occasion accueillir le nouveau représentant du Myanmar, l'Ambassadeur Tin Kyaw Hlaing, qui est le nouveau chef de la délégation de son pays.

La deuxième partie de notre session coïncide avec des événements qui sont de bon augure pour le succès de nos travaux, en particulier dans le domaine des armes chimiques. Je suis certain que nous entendrons aujourd'hui à ce sujet des déclarations détaillées. Je tiens à cette occasion à vous assurer que ma délégation et moi-même, en ma qualité de président de la Conférence, sommes prêts à accorder tout notre concours pour faire progresser nos travaux à cet égard, ainsi que dans les autres domaines examinés ici, afin que nous puissions les régler avec succès.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui S. E. le Ministre d'Etat fédéral aux affaires étrangères de l'Allemagne et S. E. le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, ainsi que les chefs de délégation des Etats-Unis d'Amérique et de la Suède. Je donne maintenant la parole au premier orateur, le Ministre d'Etat fédéral aux affaires étrangères de l'Allemagne, S.E. M. Helmut Schäfer.

M. SCHAFER (Allemagne) (traduit de l'anglais) : C'est pour moi un grand honneur et un privilège de pouvoir prendre la parole aujourd'hui ici, à la Conférence du désarmement, organe qui traite, au nom de la communauté internationale, des éléments essentiels de la maîtrise des armements et du désarmement. Vous-même, Monsieur le Président, avez accédé cette année à la présidence du Comité spécial des armes chimiques. Votre tâche délicate est considérée par les peuples du monde entier avec le plus haut intérêt et avec de grands espoirs, à savoir la question d'une interdiction universelle, complète et effectivement vérifiable des armes chimiques à une date la plus rapprochée possible. La République fédérale d'Allemagne a appuyé vigoureusement cet objectif dès le départ et a l'espoir qu'ils se réalisera bientôt. Mon gouvernement exprime donc sa grande satisfaction et son plein appui à l'égard des nouvelles propositions du Président Bush qui seront présentées ici ce matin, comme je crois le savoir, et qui visent à parvenir, dans les douze prochains mois à l'interdiction globale et vérifiable des armes chimiques.

Je voudrais mettre aujourd'hui tout particulièrement en lumière un problème qui a pris une signification nouvelle sur le fond dramatique de la récente guerre du Golfe. Je veux parler des conséquences dangereuses que peut avoir pour la sécurité régionale et internationale l'accumulation sans frein d'armes classiques et de matériel à double usage. L'agression récente dans la région du Golfe a montré une fois de plus combien il était important que la communauté internationale prête une attention accrue à cette question.

Les mesures de maîtrise des armements prises à l'échelon régional restent des éléments essentiels de la stabilité internationale. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement allemand estime qu'il importe au plus haut point, sur le plan politique, que le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe entre rapidement en vigueur. Il est vital, à présent, d'éliminer tout ce qui fait obstacle à la ratification rapide de l'instrument par tous les pays qui ont participé à sa négociation, car, avant que le Traité ne soit ratifié, il sera impossible de ramener à des niveaux sensiblement plus faibles les grands systèmes d'armements classiques que renferment les arsenaux de l'Europe orientale et occidentale. Le facteur le plus important réside dans la manière dont cette réduction s'effectuera. Les procédures de destruction des stocks d'armes excédant les quantités maximales admises ont été énoncées avec précision dans le Traité, afin que l'accroissement de la sécurité en Europe ne s'opère pas aux dépens de la sécurité et de la stabilité d'autres régions du monde.

Ce que nous faisons en Europe pour accroître la confiance et la sécurité et pour parvenir au désarmement ne saurait être un exemple pour d'autres régions du monde si nous ne sommes pas capables de résoudre nous-mêmes nos problèmes.

Mon gouvernement a depuis longtemps pour politique ferme de contrôler rigoureusement toutes les exportations d'armes. Le gouvernement examine de très près chaque demande de licence d'exportation. Les livraisons d'armes à des pays n'appartenant pas à l'Alliance de l'Atlantique Nord sont soumises à une réglementation particulièrement stricte. Le Gouvernement allemand ne remet pas fondamentalement en question le fait de consacrer des ressources à la défense et aux exportations d'armes : chaque Etat a le droit de protéger

(M. Schäfer, Allemagne)

son territoire et la liberté de ses citoyens contre les menaces extérieures - cela correspond au droit de légitime défense individuelle et collective tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies. Toutefois, le Gouvernement allemand n'autorise l'exportation de matériel militaire que s'il reçoit des garanties suffisantes que ce matériel répond à ce que nécessite légitimement la sécurité du pays destinataire et que son exportation ne contribue pas à accroître les tensions existantes.

Pour lutter contre les exportations illégales et non autorisées, la République fédérale d'Allemagne a renforcé la réglementation des exportations et les mécanismes de contrôle à la fin de l'année 1990, à tel point que le système national de restriction des exportations est aujourd'hui parmi les plus stricts du monde.

Les faits intervenus au cours de ces dernières années indiquent clairement, cependant, que les efforts déployés par les pays pour réglementer les livraisons d'armes n'ont qu'un effet limité, qui risque de s'affaiblir encore à l'avenir : de plus en plus, les nouveaux systèmes d'armes sont mis au point dans le cadre de projets de coopération internationale, car les coûts de développement sont énormes. Cela signifie que les décisions concernant l'exportation de ces systèmes vers des pays tiers doivent nécessairement être prises d'un commun accord par tous les pays ayant participé à leur mise au point. Le marché unique en Europe sera chose faite dans un proche avenir, et il sera alors indispensable de renforcer la coordination des politiques nationales en matière d'exportation d'armes. Les membres de la Communauté européenne ont engagé des pourparlers sur cette question, et le Gouvernement allemand a l'espoir que ces négociations aboutiront bientôt à des résultats concrets.

Dans l'ensemble, l'expérience que nous avons acquise donne à penser que les transferts mondiaux d'armes classiques ne peuvent être réglementés que si tous les membres de la communauté internationale collaborent à cette fin, car si les pays exportateurs d'armes ne sont que quelques-uns à restreindre les livraisons, rien n'empêchera que la demande d'armes ne soit satisfaite par d'autres pays. De plus, les pays qui importent des armes avec modération risquent de se trouver menacés par des Etats voisins qui en achètent de grandes quantités. Par conséquent, pour enregistrer des progrès tangibles dans la limitation de la prolifération des armes classiques, il est indispensable que chacun soit convaincu qu'il est dans l'intérêt de tous les pays de régler le problème. Prenant récemment la parole au Parlement européen, à Strasbourg, le Secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuéllar, a lui aussi demandé instamment aux Etats d'accorder à l'avenir une attention particulière à la question de la réglementation des exportations d'armes.

Les chiffres donnés dans une étude que le PNUD a fait paraître récemment indiquent les dimensions du problème : les importations d'armes par les pays en développement sont passées d'un milliard de dollars en 1960 à 35 milliards en 1987, soit environ les trois quarts de tous les transferts d'armes à l'échelle mondiale. Selon les estimations de la Banque mondiale, les dépenses militaires globales du tiers monde atteignent près de 200 milliards de dollars et continuent d'augmenter. Même un simple ralentissement des taux d'accroissement actuels libérerait des ressources considérables qui pourraient

(M. Schäfer, Allemagne)

être consacrées au progrès économique et social. Le Gouvernement allemand envisage à présent de lier aussi son aide publique au développement à l'acceptation d'une restriction des importations d'armes par les pays du tiers monde. Ces considérations sont actuellement étudiées par mon gouvernement.

L'achat de systèmes d'armes modernes entraîne donc des dépenses élevées concernant l'entretien, les munitions et les pièces détachées. La fin de la guerre froide et la modification des relations entre l'Est et l'Ouest ont encore révélé que les régimes totalitaires de par le monde sont sans conteste des investisseurs inhumains et mal avisés : l'accumulation d'armes ne saurait remplacer, ni même étouffer, la démocratie et le pluralisme ou le progrès économique et social. Les chiffres que j'ai évoqués plus haut montrent que l'accumulation d'armes classiques est un problème qui concerne tous les pays, et non pas seulement un nombre limité d'entre eux. On ne saurait parvenir à des progrès si la maîtrise des armements dans ce domaine est considérée comme une mesure prise par un groupe de pays - les exportateurs d'armes - contre un autre groupe - les importateurs - ou par une région du monde contre une autre. La dépendance à l'égard des armements implique des risques majeurs aussi bien pour les exportateurs que pour les importateurs d'armes. Dans le cas des pays importateurs, les achats de matériel militaire absorbent des ressources considérables qui, dès lors, ne sont plus disponibles pour le développement économique et social. En outre, l'acquisition d'armes modernes impose de grosses dépenses en matière d'entretien, de munitions et de pièces détachées, comme je viens de le dire.

Les pays exportateurs d'armes doivent eux aussi tirer les conclusions qui s'imposent. Ceux-là risquent d'être confrontés à de graves problèmes et à de sérieux conflits d'intérêts - ou de sauvegarder des emplois chez eux par les exportations d'armes, ou de favoriser la stabilité internationale par la limitation des livraisons d'armes. L'affirmation suivant laquelle les exportations d'armes, en particulier de grands systèmes d'armement, aident à conserver des emplois, n'est pas justifiée. Qui plus est, l'industrie militaire a reconnu elle-même que pour convertir et détruire du matériel militaire de plein gré et d'un commun accord, il faut créer des emplois, ce qui faciliterait l'élimination des emplois tributaires des exportations d'armes. Enfin, la guerre du Golfe a montré aux pays exportateurs d'armes qu'ils risquaient eux-mêmes d'être menacés un jour par les armes qu'ils exportent vers d'autres régions.

Les pays fournisseurs comme les pays acheteurs doivent donc en arriver à estimer qu'il est dans leur intérêt de limiter la dissémination des armes classiques. Toutefois, étant donné le grand nombre de fabricants et de types d'armes classiques, il est évident que l'on ne saurait imposer leur limitation. Il faut au contraire y arriver en amenant fournisseurs et clients à se modérer de plein gré.

Le règlement durable de ces problèmes exige plus qu'une simple restriction des transferts d'armes. Il faut aussi réfléchir à la possibilité de faire accepter au départ et de plein gré une limitation vérifiable de leur fabrication. De plus, il serait sans doute utile de chercher le moyen de détruire les excédents d'armes classiques sous un contrôle international,

(M. Schäfer, Allemagne)

afin d'éviter de porter atteinte à la stabilité d'autres régions du monde. Les dispositions du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe que je viens d'évoquer pourraient servir de modèle à des arrangements plus vastes qui seraient adoptés à l'échelle mondiale.

Le Gouvernement allemand est d'avis que les mesures de confiance et de sécurité convenues récemment en Europe ne sont pas suffisantes pour mieux garantir toutes les régions du monde contre les menaces futures contre leur stabilité. Pour limiter la dissémination des armes classiques et du matériel à double usage, il conviendrait de commencer par prendre des mesures qui visent à accroître la transparence en ce qui concerne le transfert de ces systèmes.

Le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a demandé instamment il y a plus de dix ans que l'ONU crée un registre des exportations et des importations d'armes, qui lui paraissait être un moyen approprié de parvenir à une plus grande transparence à l'égard des transferts d'armes classiques. A la réunion qu'ils ont tenue le mois dernier à Luxembourg, les chefs d'Etat ou de gouvernement des Communautés européennes ont appuyé l'idée d'établir un tel registre. Le Gouvernement allemand recommande que l'ONU introduise ce registre dès que possible. A notre avis, il est indispensable que celui-ci soit conçu de telle façon que les pays soient aussi nombreux que possible à accepter de communiquer à l'Organisation des données sur leurs exportations et leurs importations d'armes. Un registre pour lequel on exigerait des données très poussées - que seuls quelques pays seraient donc disposés à communiquer - n'est guère susceptible de contribuer d'une manière décisive à une plus grande transparence. Le Gouvernement allemand accueille avec satisfaction les travaux faits dans ce domaine par un groupe d'experts de l'ONU; il lira avec intérêt le rapport de ce groupe et les recommandations qui y seront faites. A mon sens, la tenue d'un tel registre par l'ONU peut constituer un pas significatif, qui devra toutefois être suivi d'autres mesures visant notamment à interdire plus largement, à l'échelon international, les transactions illégales en matière d'armements.

Il est urgent de limiter la dissémination des armes classiques car il s'agit là d'un problème dont il ne faut pas sous-estimer l'importance pour la maîtrise des armes nucléaires, biologiques ou chimiques - qui est le thème de la Conférence du désarmement. Comme chacun le sait, la République fédérale d'Allemagne, dès le départ, a toujours fait de la renonciation aux armes nucléaires, biologiques et chimiques l'une des pierres angulaires de sa politique; le Gouvernement allemand a réaffirmé la renonciation à ces armes au nom de l'Allemagne tout entière, lors de la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Par ailleurs, l'Allemagne participe activement aux efforts déployés actuellement au sein des organismes multilatéraux pour renforcer le régime mondial de non-prolifération. Elle a préconisé avant tout l'adoption de garanties intégrales à titre de condition préalable aux fournitures nucléaires destinées à des pays qui ne sont pas parties au TNP. Pour être crédibles, la renonciation aux armes de destruction massive et la volonté d'empêcher leur prolifération doivent également porter sur la technologie balistique. A cet égard, en particulier, l'expérience de la guerre du Golfe nous a donné de très sérieux avertissements. C'est pourquoi le Gouvernement allemand appuie

(M. Schäfer, Allemagne)

les efforts qui continuent à être déployés pour renforcer et compléter le régime de la non-prolifération. Les ajustements convenus ou envisagés ont pour but de faire en sorte que le régime de restriction de la technologie des missiles étaye plus largement à l'avenir le régime mondial de la non-prolifération.

Nous avons tous l'espoir que les perspectives seront plus prometteuses après l'expérience fâcheuse de la guerre du Golfe : nous aussi sommes attachés aux objectifs énoncés dans la résolution 687 du Conseil de sécurité et participons activement à leur réalisation. L'élimination des armes de destruction massive et des systèmes de missiles de l'Iraq pourraient être le prélude au renforcement de la sécurité et de la stabilité dans l'ensemble de la région. Si cette première condition est remplie et que tous les pays de la région acceptent de plein gré de prendre d'autres mesures en ce sens, il y aura de meilleures chances d'instaurer la stabilité et la paix au Moyen-Orient.

Bref, nous savons que les armes ne sont pas la cause, mais bien la conséquence des tensions entre les pays. Cependant, l'élimination de la menace que présentent ces armes peut jeter les bases d'un processus de négociation régional qui favorise une meilleure compréhension mutuelle. C'est aussi là l'une des premières conditions à la limitation des exportations d'armes et à la démilitarisation des relations internationales.

Tous ces efforts qui visent à sauvegarder la paix continueront à faire ressortir la haute signification que revêtent les travaux de la Conférence du désarmement de Genève. J'aimerais exprimer le vif espoir, Monsieur le Président, que vous réussirez, dans le courant de l'année prochaine, à parvenir enfin à un accord nous permettant d'éliminer une catégorie d'armes très importante et très dangereuse, dont nous nous préoccupons depuis si longtemps mais, cette fois-ci, je le souhaite, en rencontrant davantage de succès encore.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le Ministre d'Etat fédéral aux affaires étrangères de l'Allemagne pour sa déclaration importante, pour les paroles chaleureuses qu'il a eues à mon égard et pour les vœux qu'il m'a adressés en ma qualité de président du Comité spécial des armes chimiques. Je donne maintenant la parole au Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, S. E. l'Ambassadeur Aarno Karhilo.

M. KARHILO (Finlande) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma grande satisfaction de vous voir présider la Conférence du désarmement ainsi que le Comité spécial des armes chimiques. Je vous souhaite le succès dans ces deux importantes fonctions.

La guerre du golfe Persique a prouvé que la communauté internationale était capable d'agir avec détermination et succès dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. L'indépendance du Koweït a été restaurée. La stabilité et la sécurité de la région sont en voie d'être rétablies. La tâche exceptionnelle qui a été confiée à la Commission spéciale de l'ONU créée en application de la résolution 687 du Conseil de sécurité fait partie de cet effort. Les travaux de la Commission spéciale présentent un intérêt particulier pour la Conférence du désarmement, notamment pour les négociations sur les armes chimiques.

(M. Karhilo, Finlande)

La guerre du Golfe a clairement montré que les inégalités sur le plan militaire, entretenues par un commerce des armes non réglementé, ainsi que la capacité potentielle de disposer d'armes de destruction massive, constituaient un foyer d'instabilité et d'insécurité. Nous sommes fermement convaincus que les inégalités ne peuvent être supprimées qu'en abaissant les niveaux d'armement, et non pas en renforçant les arsenaux militaires.

Nous espérons que les conclusions plus amples qui ont été tirées du dénouement de la guerre du Golfe contribueront à supprimer les disparités militaires sur le plan régional grâce à des négociations multilatérales dont la structure devrait tenir compte des réalités. Ces négociations pourraient porter notamment sur le désarmement régional et les mesures de confiance, les transferts d'armements et la question des capacités en armes de destruction massive.

L'ensemble des accords multilatéraux de désarmement existants sont mis à l'épreuve à cause de la guerre. A ce propos, la Finlande, à l'instar de certains autres pays, aurait souhaité tester l'applicabilité de la Convention sur la modification de l'environnement aux dégâts écologiques causés au Koweït. Nous comprenons néanmoins que c'est aux Etats les plus directement intéressés à décider s'ils voient un avantage à recourir aux mécanismes prévus par cet instrument. Par principe, la Finlande est d'avis que des accords de désarmement qui ne sont pas appliqués ne présentent guère d'intérêt pour personne.

La guerre du golfe Persique a souligné une fois de plus la nécessité de mener à bonne fin sans retard les négociations relatives à la convention sur les armes chimiques. Mais elle a aussi profondément transformé les conceptions du rôle que jouent les armes chimiques et de la façon dont elles pourraient être utilisées dans une guerre moderne s'appuyant sur des techniques de pointe. Les négociations sur les armes chimiques se trouvent depuis fort longtemps dans un dilemme : le texte du projet de convention est précisé et amélioré chaque année, mais nous n'avons pas réussi à donner une conclusion satisfaisante aux négociations.

On sait quelles sont les questions fondamentales qui restent à résoudre. On peut raisonnablement ajouter que leur règlement n'attend que l'ouverture de la phase ultime des négociations. Cette phase devrait s'ouvrir maintenant. La déclaration que le Président George Bush a faite lundi dernier pourrait en constituer un bon prélude. Nous constatons avec plaisir que les Etats-Unis sont disposés à résoudre, pour ce qui les concerne, certaines questions importantes encore en suspens, comme l'interdiction totale de l'emploi des armes chimiques et l'engagement inconditionnel à les détruire toutes dans les dix ans suivant l'entrée en vigueur de la convention. Nous espérons que ce nouveau progrès accélérera la solution de toutes les questions qui font l'objet des négociations.

La démarche globale illustre bien la corrélation entre les différentes questions. Les espoirs qu'elle suscite ne doivent cependant pas nous égarer et nous faire croire que toutes les pièces du puzzle vont se mettre en place d'elles-mêmes, d'un seul coup et à la dernière minute.

(M. Karhilo, Finlande)

Il en va de même d'une réunion au niveau des ministres. Il n'est guère réaliste de penser que ceux-ci pourront trouver une façon de régler en un jour ou deux les questions que les négociateurs n'ont pas pu résoudre. Nous pensons qu'une réunion des ministres devrait avoir pour tâche d'entériner la solution qui aura été adoptée pour les grandes questions politiques. Après cela, le texte pourrait être promptement peaufiné par les négociateurs.

Un autre aspect important d'une réunion des ministres est sa composition. Nous souhaitons tous que la convention soit universelle. Les signaux qui sont envoyés à la communauté internationale dans son ensemble doivent être mûrement pesés. L'une des principales caractéristiques de la convention sera sa nature non discriminatoire. Restreindre la participation à une réunion essentiellement politique en n'y intégrant pas sans restrictions tous les pays qui ont manifesté un intérêt pour les négociations pourrait être à l'origine d'interprétations erronées de l'objectif du processus tout entier.

Les mesures de confiance, l'esprit d'ouverture et la transparence se sont avérés être déterminants pour les mesures de désarmement. Ils pourraient l'être également dans le cadre de la convention sur les armes chimiques, y compris au cours du processus de négociation. Des mesures ont déjà été suggérées et adoptées concernant ces négociations, comme les visites d'installations ayant un rapport avec les armes chimiques et les déclarations concernant la possession ou la non-possession d'armes chimiques, la fabrication de produits chimiques inscrits aux différents tableaux et l'intention de devenir un signataire originaire de la convention. Plusieurs autres mesures possibles ont été identifiées au cours de la première partie de la présente session de la Conférence du désarmement, au sein du Groupe de travail A du Comité spécial des armes chimiques. Toutes ces mesures librement consenties peuvent être appliquées au niveau unilatéral, bilatéral ou multilatéral. La Finlande souhaiterait que davantage de pays envisagent d'y recourir.

Il est décevant de constater que les progrès en vue d'une solution des questions politiques en suspens sont restés jusqu'ici limités. Nous reconnaissons cependant qu'un travail utile a été réalisé sur les autres parties du texte évolutif. Je voudrais mentionner en particulier la discussion sur la modification et la simplification du système de vérification concernant l'industrie chimique fondée sur la proposition suédoise figurant dans le document CD/1053. Nous sommes convaincus qu'une démarche intégrée permettra de mettre en place un système de vérification applicable, pratique et financièrement viable. Les éléments les plus importants d'un tel système sont, selon nous, l'élargissement du nombre des installations qui pourront être soumises à des inspections et, parallèlement, la concentration des activités de vérification sur les installations qui présentent le plus d'intérêt.

L'essentiel de la contribution de la Finlande aux négociations sur les armes chimiques porte sur le domaine technique. Des recherches scientifiques sont réalisées depuis près de vingt ans dans le cadre du projet finlandais de recherche sur la vérification du désarmement chimique. Les résultats de ces travaux sont publiés dans la série des Livres bleus et présentés chaque année à la Conférence du désarmement. Cette tâche centrée exclusivement sur la vérification n'est plus l'unique activité de ce genre dans le monde, comme c'était le cas il y a seulement quelques années. Nous constatons avec satisfaction qu'un nombre croissant de pays développent ce type de recherches.

(M. Karhilo, Finlande)

Un examen sérieux s'appuyant sur des recherches techniques ne peut qu'accélérer le processus de négociation. Une compréhension plus étendue des problèmes techniques liés à la vérification et la recherche de solutions appropriées contribuent à créer la confiance parmi les pays participants. Ces derniers doivent être pleinement convaincus que les moyens pour réaliser les objectifs fixés dans les négociations sont à la fois pratiques et réalisables. L'élément de la confiance élargissait, et continue d'élargir, selon nous, les perspectives pour les travaux du Groupe technique sur l'instrumentation et de ceux de l'organe qui lui a succédé, le Groupe technique sur la base de données analytiques et les laboratoires d'analyse.

En 1989, la Finlande a coordonné le premier essai de comparaison interlaboratoires. Les résultats de cet essai ont été communiqués à la Conférence du désarmement l'été dernier. Un deuxième essai similaire a été organisé en novembre-décembre de l'année dernière, et les résultats en seront communiqués à la Conférence du désarmement avant la fin de la dernière partie de la présente session. Quinze laboratoires ont participé à ce deuxième essai, c'est-à-dire cinq de plus que pour le premier. Dans l'ensemble, tous les laboratoires ont estimé que l'expérience avait été utile. La meilleure preuve en est peut-être qu'on prépare un troisième essai pour l'automne prochain.

Une autre activité concrète que la Finlande a entreprise au cours de l'an dernier est le programme de formation à l'analyse pour la vérification en application de la future convention. Ce programme est destiné aux chimistes analytiques de pays en développement membres du Groupe des 21. Le troisième cours de formation touche à sa fin. Nous sommes heureux de constater que ce programme a été bien accueilli par les pays intéressés. Des chimistes de Cuba, de l'Egypte, de l'Indonésie, du Mexique, du Myanmar, du Pakistan, de Sri Lanka et de la Yougoslavie y participeront cette année. Nous avons l'intention de le poursuivre et d'en développer les éléments de fond. Dans une première étape, il faudra ajouter à cet effet certaines techniques de vérification qui ne sont pas étudiées à l'heure actuelle. Cela implique également d'aller plus loin dans certains secteurs existants du programme. Nous tenons à remercier le Gouvernement allemand du soutien qu'il apporte à nos efforts. Cela nous permet d'ajouter au programme de nouveaux éléments importants. Dans une deuxième étape, nous prévoyons un cours complémentaire destiné à ceux qui auront déjà participé au cours de base. Pendant les douze prochains mois, nous espérons être en mesure d'améliorer les capacités du laboratoire du projet de façon à pouvoir entamer les préparatifs de ce cours complémentaire.

Une autre question que j'aimerais aborder ici est celle de l'interdiction des essais nucléaires. La question d'une interdiction complète des essais est depuis de nombreuses années un point très controversé figurant à l'ordre du jour du désarmement. Pendant plusieurs années, la question n'a même pas pu être examinée dans le cadre d'un comité spécial de la Conférence du désarmement.

Lors de la Conférence d'amendement du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, tenue en janvier dernier, l'opinion générale a été que l'examen des questions relatives à l'interdiction des essais devrait se poursuivre dans le cadre de la Conférence du désarmement. Il est encourageant de noter que les débats du Comité spécial ont porté sur des questions de fond

(M. Karhilo, Finlande)

et se sont déroulés dans un climat constructif. Il est néanmoins clair que les divergences fondamentales d'opinions ne se sont pas atténuées. Il ne faudrait pas que cette situation fasse obstacle à des travaux utiles en vue d'obtenir des résultats importants dans l'avenir.

Les critères de vérification d'une interdiction complète des essais constituent un thème de discussion tout indiqué. Les travaux du Groupe d'experts scientifiques en matière de vérification sismologique fournissent une bonne base technique pour ces discussions. Nous sommes heureux de voir que le nombre des pays participant au Groupe d'experts augmente, bien que la répartition géographique demeure encore inégale.

La surveillance sismique ne constitue pas la seule méthode nécessaire pour la vérification d'une interdiction des essais. D'autres méthodes doivent être utilisées pour détecter des violations éventuelles du traité. Il faut par exemple prévoir des mesures de détection de la radioactivité et de surveillance par satellite ainsi que des inspections aériennes et sur place. La Conférence du désarmement pourrait utilement examiner, de la façon qu'il conviendra, les éléments éventuels d'un système global de vérification.

Le document CD/1054 fournit des données intéressantes qui devraient être examinées plus avant au Comité spécial. On trouvera peut-être d'autres éléments utiles aux délibérations dans les protocoles relatifs à la vérification des traités limitant les essais nucléaires qui ont été récemment ratifiés par l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Les deux traités limitant les essais nucléaires méritent encore une remarque. Ils constituent les premières initiatives prises dans le domaine des essais nucléaires depuis la conclusion du Traité d'interdiction partielle des essais. Ils sont importants en tant que tels. L'obstacle à leur ratification, autrement dit un système adéquat de vérification, a été surmonté. Nous sommes donc fondés à croire que de nouvelles initiatives visant à limiter encore le nombre et la puissance des essais pourront être prises dans un avenir relativement proche.

Une interdiction complète des essais nucléaires demeure un objectif à long terme. Néanmoins, un pas important est actuellement accompli vers une nouvelle réduction des arsenaux nucléaires et la prévention d'une guerre nucléaire. Le traité START devrait être conclu prochainement et nous espérons que le texte définitif en sera mis au point à brève échéance. En prévoyant la réduction au tiers des arsenaux nucléaires stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique, le traité deviendrait une preuve concrète que le rôle des armes nucléaires s'estompe encore, faisant progressivement place au désarmement nucléaire.

L'élimination graduelle des armes nucléaires en Europe est en bonne voie, grâce aux réductions qui ont été négociées ainsi qu'aux mesures unilatérales qui ont été adoptées. Même les armes nucléaires à courte portée devraient bientôt être l'objet de négociations.

(M. Karhilo, Finlande)

En marge de l'évolution dans le domaine nucléaire, l'Europe a réalisé des progrès historiques en ce qui concerne le désarmement classique. Le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe qui a été signé l'an dernier instaurera un nouvel équilibre militaire à un niveau d'armements sensiblement plus bas. Les disparités sur le plan des forces classiques étaient la principale justification du rôle accru des armes nucléaires en Europe. Une fois ces disparités supprimées, ce rôle diminuera, illustrant l'interdépendance de ces deux catégories d'armes.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande pour sa déclaration importante et pour les paroles qu'ils a eues à mon égard. Je voudrais maintenant donner la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, S. E. l'Ambassadeur Ledogar.

M. LEDOGAR (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Nous nous félicitons que la session de la Conférence du désarmement reprenne sous votre présidence et nous nous réjouissons de collaborer avec vous aux activités qui nous attendent. Je suis honoré d'être le premier orateur à intervenir après les déclarations très importantes et très complètes que viennent de faire le ministre allemand et le sous-secrétaire finlandais. Ils ont tous deux parlé favorablement de la récente initiative du Président Bush en matière d'armes chimiques, que je vais maintenant présenter à la Conférence.

Alors que nous entamons la deuxième partie de notre session de 1991, j'ai le grand plaisir de vous donner lecture, à vous Monsieur le Président ainsi qu'à tous nos collègues, d'un message adressé à la Conférence du désarmement par le Président des Etats-Unis. Les termes en sont les suivants :

"Le conflit récent qui s'est déroulé dans le golfe Persique a fait surgir, une fois encore, le spectre abominable de l'emploi des armes chimiques contre des populations innocentes. Il souligne combien il est urgent de débarrasser le monde de ces armes de terreur. J'estime que le meilleur moyen sur lequel on puisse compter pour éliminer ce fléau réside dans l'interdiction totale des armes chimiques que prévoit la convention actuellement négociée dans ce domaine à la Conférence du désarmement. Les Etats-Unis s'attachent à ce que cette convention soit achevée sans tarder et avec succès et appliquée efficacement. A cette fin, j'ai annoncé un certain nombre de mesures que les Etats-Unis prendront afin d'accélérer les négociations, et j'ai chargé l'Ambassadeur Ledogar de donner effet à ma décision lors de la présente session. J'espère que cette initiative incitera également les autres pays à adopter une position analogue à l'égard des objectifs fondamentaux de la convention, et je demande instamment à tous les pays de se joindre à nous pour parvenir dès que possible à l'interdiction effective des armes chimiques. Je lance en particulier un appel aux participants à la Conférence du désarmement pour qu'ils déploient tous leurs efforts à cette fin et qu'ils se fixent comme but de résoudre toutes les principales questions en suspens avant la fin de 1991 et d'achever la convention dans un délai de douze mois. Afin de pouvoir appliquer ce calendrier, je demande instamment que le Comité spécial des armes chimiques à Genève siège sans interruption. Je vous adresse à tous mes vœux de succès rapide."

(M. Ledogar, Etats-Unis d'Amérique)

Dans son message, le Président Bush définit la démarche essentielle que les Etats-Unis tiennent à adopter pour conclure nos travaux sur l'interdiction des armes chimiques. Il soutient depuis longtemps que le meilleur moyen d'éliminer ces armes consiste à en assurer l'interdiction totale, que nous négocions actuellement ici. Etant donné l'urgence qu'il y a à débarrasser le monde de ces armes de terreur, nous ne pouvons nous permettre de poursuivre nos négociations comme si de rien n'était.

Au début de cette semaine, le Président a annoncé que les Etats-Unis étaient prêts à prendre un certain nombre de mesures novatrices afin de renforcer les chances de voir se conclure avec succès une convention sur les armes chimiques. Permettez-moi maintenant d'exposer ces mesures dans leurs grandes lignes.

Afin d'introduire un élément d'urgence dans les travaux de la Conférence, les Etats-Unis proposent d'établir un calendrier pour l'achèvement des négociations. Selon nous, l'objectif est de régler avant la fin de 1991 toutes les principales questions en suspens dans le cadre des négociations et d'achever la convention dans un délai de douze mois. Afin d'y parvenir, les Etats-Unis proposent que le Comité spécial des armes chimiques siège sans interruption, dès maintenant et jusqu'à la conclusion de la convention; les négociations se poursuivraient durant les pauses déjà prévues pour juillet et pour l'automne prochain. Ainsi, nous ne perdrons ni notre temps ni les occasions qui se présentent. Dans le cadre de cette proposition, les Etats-Unis sont prêts à nous maintenir à l'oeuvre à Genève, ma délégation et moi-même, et à renforcer au besoin la délégation pour assurer le bon déroulement de ce calendrier. Nous demandons aux autres pays d'adopter la même attitude.

Afin de faciliter la mise au point de l'interdiction des armes chimiques dans un délai d'un an, les Etats-Unis ont décidé de prendre des mesures visant à résoudre deux questions essentielles qui faisaient obstacle aux négociations. Nous espérons montrer ainsi que le seul moyen de parvenir à un traité est de faire preuve de souplesse. Nous exhortons les autres pays à agir de même. Plus particulièrement, les Etats-Unis n'insisteront plus sur le maintien du droit de riposte à l'aide des armes chimiques. Ils renonceront formellement à l'emploi de ces armes contre tout Etat pour quelque raison que ce soit, y compris les représailles de même nature, à compter de l'entrée en vigueur de la convention. Nous proposerons également d'inclure dans la convention une disposition interdisant l'emploi des armes chimiques en toutes circonstances.

En outre, les Etats-Unis renonceront à être autorisés, ainsi que certains autres pays, à conserver deux pour cent de leurs stocks d'armes chimiques jusqu'à ce que tous les Etats capables de se doter de telles armes aient adhéré à la convention. Les Etats-Unis s'engageront inconditionnellement à détruire tous les stocks d'armes chimiques et anciennes installations de fabrication de ces armes dans les dix ans qui suivent l'entrée en vigueur de la convention. Nous demandons à tous les Etats de déclarer leurs stocks d'armes chimiques et de suivre notre exemple en commençant à détruire ces stocks ainsi que leurs installations de fabrication. Nous proposerons d'inscrire dans la convention des dispositions demandant à toutes

(M. Ledogar, Etats-Unis d'Amérique)

les parties de commencer inconditionnellement à détruire leurs stocks et leurs installations de fabrication d'armes chimiques dès l'entrée en vigueur de la convention, et d'en achever l'élimination dans un délai de dix ans.

La vérification est l'un des points essentiels de la convention qui n'ont pas été réglés. Tandis que des progrès substantiels ont été accomplis dans la mise au point du système de vérification destiné à la convention, d'importantes questions demeurent en suspens. Les Etats-Unis réaffirment leur engagement en faveur d'un régime de vérification solide et sans détour. Nous présenterons bientôt d'autres propositions concrètes en vue de résoudre la question essentielle des inspections par mise en demeure.

Un autre point essentiel qui n'a pas été réglé réside dans le moyen de parvenir à une large participation, fondamentale pour une interdiction effective. Nous sommes bien entendu certains que toutes les parties tireront un bénéfice intrinsèque substantiel de l'interdiction totale des armes chimiques. Nous sommes tout autant convaincus que les Etats qui adhèrent à la convention devraient recueillir des avantages tangibles - et que ceux qui n'y adhèrent pas devraient encourir des pénalités particulières. Par conséquent, les Etats-Unis proposeront d'inclure dans la convention des dispositions demandant aux parties de refuser de faire le commerce de produits associés aux armes chimiques avec les Etats qui ne deviennent pas parties à la convention dans un délai raisonnable après son entrée en vigueur.

De nombreux Etats devront détruire des armes chimiques au titre de la convention. C'est là une tâche très complexe et exigeante sur le plan technique. Afin de faciliter l'élimination globale de ces armes, les Etats-Unis offriront une assistance pratique et effective à d'autres Etats pour qu'ils puissent les détruire, où qu'elles se trouvent, d'une manière rapide et sûre et sans danger pour l'environnement. Nous mettons actuellement sur pied une équipe spéciale composée de représentants du Gouvernement américain et de l'industrie privée afin d'élaborer des propositions concernant les moyens par lesquels les Etats-Unis peuvent conseiller et aider les Etats dans le domaine de la destruction des armes chimiques. Nous fournirons une assistance technique en matière de destruction aux parties qui ont des armes chimiques situées sur leur territoire. Cette assistance pourrait comporter des visites à nos installations de destruction, des plans et des conseils techniques. Nous proposons de créer, en tant qu'instance de coopération pratique, un groupe de travail technique sur la destruction placé sous l'égide de la Conférence du désarmement.

Les Etats-Unis réaffirment leur position selon laquelle des sanctions devraient frapper les Etats qui violent la convention, et plus particulièrement des sanctions sévères contre tout Etat qui entreprend d'utiliser l'arme chimique. Les Etats-Unis déclarent qu'ils considéreront les violations de la convention, en particulier le fait d'entreprendre d'utiliser des armes chimiques, comme des violations extrêmement graves du droit international, et qu'ils imposeront toutes les sanctions appropriées.

Les participants à la Conférence du désarmement s'efforcent, par voie de négociation, de faire en sorte que la convention sur les armes chimiques réponde aux préoccupations et aux intérêts de tous. Des compromis sont souvent nécessaires pour y parvenir. Nous estimons par conséquent que les Etats participant aux négociations se doivent d'appuyer le texte qui

(M. Ledogar, Etats-Unis d'Amérique)

en résultera. Les Etats-Unis déclarent formellement leur intention de devenir parties originaires à la convention sur les armes chimiques. Nous demandons à tous les Etats de s'engager publiquement à faire de même. Nous demandons aussi à tous les Etats de déclarer leurs stocks d'armes chimiques et de renoncer à l'emploi de ces armes, pour quelque raison que ce soit, lorsque la convention entrera en vigueur.

Tant que l'interdiction totale ne sera pas réalisée, les Etats-Unis estiment qu'il est important d'empêcher toute nouvelle dissémination des armes chimiques. A cette fin, ils sont prêts à fournir à tous les autres participants aux négociations des informations détaillées sur les restrictions qu'ils appliquent à l'exportation de produits et de technologies associés aux armes chimiques, ainsi que sur la législation nationale concernant leur mise à exécution. Nous recommandons à tous les Etats d'adopter des restrictions analogues afin de limiter la dissémination des armes chimiques alors que nous oeuvrons tous à une interdiction complète et formelle.

L'achèvement de la convention l'an prochain exigera de nous tous beaucoup d'efforts, de dévouement et de souplesse. La situation acquise ne suffira pas. Il faudra que nous oeuvrions tous de concert si nous voulons atteindre notre objectif commun qui est d'interdire globalement la fabrication, le stockage et l'emploi des armes chimiques. Afin de parvenir à l'adhésion universelle, les Etats-Unis sont prêts à faire le nécessaire pour que la convention sur les armes chimiques devienne une réalité. Nous demandons instamment aux autres Etats de faire preuve de souplesse dans leurs positions et d'adopter le même engagement à l'égard de l'accomplissement de nos objectifs communs.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis. Je pense que tous les membres de la Conférence ont suivi avec grande attention les réflexions qui y étaient contenues et avant tout le message extrêmement important que le Président des Etats-Unis d'Amérique a adressé à la Conférence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède, S. E. l'Ambassadeur Hyltenius.

M. HYLTEINIUS (Suède) (traduit de l'anglais) : J'ai écouté avec grand intérêt les déclarations qu'ont faites le Ministre d'Etat fédéral aux affaires étrangères de l'Allemagne et le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande, ainsi que mon collègue l'Ambassadeur Ledogar. Il va sans dire que ces déclarations seront étudiées soigneusement par ma délégation, de même qu'à Stockholm.

J'ai déjà eu l'occasion de vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à ce poste de responsabilité qu'est la présidence de la Conférence, et je tiens à vous dire tout le plaisir que j'éprouve à voir l'habileté avec laquelle vous vous acquittez des tâches qui vous sont confiées, tant dans vos fonctions actuelles que dans d'autres. L'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie et l'Ambassadeur Aung Thant du Myanmar ont récemment quitté la Conférence. Je tiens à les remercier de l'excellente coopération que ma délégation a eue avec eux et à leur souhaiter le succès dans leurs activités futures. Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue au nouveau chef de la délégation myanmar, l'Ambassadeur U Tin Kyaw Hlaing, et à l'assurer de la coopération de ma délégation dans notre oeuvre commune.

(M. Hyltenius, Suède)

Aujourd'hui, je voudrais aborder une question d'actualité que mon gouvernement juge très importante et à laquelle j'ai consacré beaucoup de temps lorsque je présidais la Conférence en février/mars de cette année, à savoir la question de l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement. Je n'insisterai pas sur le fait que la Conférence examine cette question depuis plus de dix ans. Dès 1979 il a été convenu que la composition de la Conférence devrait être réexaminée à intervalles réguliers et, en 1982, le principe d'un élargissement limité a été retenu. En 1983, la Conférence a accepté que le nombre de ses membres soit augmenté de quatre au maximum et, en 1986, elle a décidé que les candidatures devaient être réparties comme suit : deux pour le Groupe des 21, une pour le groupe socialiste et une pour le groupe occidental. Cependant, il n'a pas été possible de donner suite à cet accord.

Rien ne sert de poursuivre l'examen de cette question dans l'abstrait. Ce qu'il faut, c'est faire une proposition concrète. Selon moi, il est possible de trouver une formule nouvelle dans le cadre de l'accord de principe précédemment conclu quant à l'élargissement de la composition - fixée, à l'époque, à un maximum de 44 - compte tenu du fait qu'il y a maintenant un siège vacant sur les 40 que compte la Conférence.

C'est pourquoi je voudrais proposer que la Conférence s'accroisse de quatre nouveaux Etats - un membre nouveau pour l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie et l'Europe respectivement - le siège vacant laissé par la République démocratique allemande, un pays européen, revenant à un autre pays européen. Le nombre total de membres de la Conférence passerait ainsi à 44.

S'agissant de la répartition interne des sièges, il appartient évidemment à chaque région de se prononcer en fonction de ses critères propres. Dans le cas de l'Europe, ma délégation estime qu'il convient notamment de tenir compte des regroupements politiques traditionnels et de leur représentation actuelle au sein de la Conférence ainsi que du fait que, depuis de nombreuses années déjà, plusieurs pays européens neutres souhaitent devenir membres de la Conférence. A cet égard, je tiens à rappeler que, jusqu'à présent, seul un pays neutre est membre de la Conférence du désarmement, quoique la composition de celle-ci ait été élargie au cours des années à plusieurs occasions.

Après avoir procédé à d'amples consultations privées et avoir bien examiné la question, je suis donc parvenu à la conclusion qu'une proposition concrète était nécessaire au stade actuel. J'ai bien peur que la poursuite du débat général ne fasse que nous retarder davantage. Ce serait, par exemple, s'interdire des progrès rapides que d'attendre des faits nouveaux quant à l'existence ou la composition de groupes politiques. Il faudra très probablement plusieurs années avant que nous ne puissions nous faire une idée claire de ce que pourra être la nouvelle configuration.

Dans ce processus, la première étape devrait être de s'entendre sur la formule. La seconde serait de procéder au choix des pays, et là les groupes régionaux et politiques ainsi que le Président (ou le représentant qu'il aura nommé) auront à jouer un rôle crucial. La troisième étape, une fois qu'un consensus se sera dégagé au sein de la Conférence, sera l'approbation par l'Assemblée générale du choix de membres nouveaux, comme cela a été le cas dans le passé.

(M. Hyltenius, Suède)

J'ajouterai qu'à ma connaissance cette proposition jouit de l'appui de nombreuses délégations au sein de la Conférence. J'espère que toutes la jugeront acceptable. Il convient de procéder à des consultations plus approfondies sur la formulation exacte et le contexte d'un accord, et j'espère que ces consultations se poursuivront sous la houlette du Président.

Il est d'une importance capitale de ne pas perdre l'élan désormais acquis sur ce point. Ma délégation insiste donc pour que rien ne soit négligé afin de trouver une solution pendant la session en cours. Il en est grand temps. Après plus de dix années de délibération, nous le devons bien aux pays candidats, ainsi qu'à nous-mêmes.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de la Suède pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard. La liste des orateurs pour aujourd'hui est maintenant épuisée et je ne vois personne qui souhaiterait intervenir à ce stade. Je vais donc appeler votre attention sur une question traditionnelle d'organisation. Le secrétariat a distribué à ma demande un projet de calendrier des réunions qui se tiendront la semaine prochaine. Vous pouvez constater qu'il n'y a rien de prévu le 20 mai étant donné qu'il s'agit d'un jour de congé officiel de l'Office des Nations Unies à Genève. Nous ne nous réunirons donc pas ce jour-là. La première activité de la semaine sera constituée par les consultations officielles à participation non restreinte consacrées aux questions concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence; ces consultations auront lieu le mardi 21 mai, à 10 heures, selon ce qui a été décidé précédemment. Compte tenu des vœux exprimés par certaines délégations, des services d'interprétation simultanée seront assurés lors de ces consultations. Comme à l'accoutumée, le calendrier est proposé à titre essentiellement indicatif et nous pourrions le modifier en tant que de besoin. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier dont elle est saisie en tant que document officiel.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais également vous signaler ce qui suit au sujet des consultations officielles sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Le document d'information demandé par des représentants en ce qui concerne les dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales sera mis à la disposition des délégations, dans leur casier, demain vendredi à 10 heures.

Il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui et je ne vois personne qui souhaiterait intervenir à ce stade. Avant de lever la séance, je voudrais rappeler que, cinq minutes environ après avoir terminé ses travaux en plénière, la Conférence tiendra une réunion officielle sur le fond du point 2 de l'ordre du jour. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 23 mai, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 20.
